

A mon avis, un Canada uni serait celui où chaque segment de l'économie et chaque région du pays aurait une occasion raisonnable de participer à l'expansion du pays. A l'heure actuelle, dans certaines régions et certaines industries, des pressions inflationnistes sont exercées. J'ai averti le gouvernement de l'existence de ces pressions l'an dernier, mais en vain. Le gouvernement a présenté l'an dernier un budget en général expansionniste qui ne tenait aucun compte des régions et des industries. L'accélération de l'économie en 1965, dans certains domaines, a pris des proportions alarmantes. La hausse des prix est une catastrophe pour ceux qui ont un revenu faible ou restreint.

Au cours de l'an dernier, la Banque du Canada a réagi à la poussée inflationniste en imposant des restrictions monétaires plus sévères. Le gouvernement avait alors imposé de légères restrictions sur certains travaux de construction. Ce budget cependant comporte quelques mesures destinées à freiner l'économie. Dans certaines régions du pays et certains domaines de l'économie, ces mesures seront utiles. Dans d'autres domaines, où nous devrions favoriser l'expansion en vue de mobiliser complètement les ressources du pays, ces mesures seront inutiles. Des restrictions ont également été imposées dans ces domaines.

Laissez-moi vous donner quelques exemples. L'an dernier, j'avais signalé qu'il était possible qu'on manque d'usines dans le domaine de la sidérurgie, dans l'industrie pétrochimique et dans l'industrie des pâtes et papiers. Au cours de l'an dernier, l'entreprise privée a fait des efforts considérables en vue d'aménager ces installations supplémentaires. Je crois qu'aujourd'hui, le 1^{er} avril 1966, l'industrie des pâtes et papiers a surmonté le problème. Mais l'industrie pétrochimique accuse encore une faiblesse en ce qui concerne les engrais, en dépit d'efforts surhumains accomplis l'an dernier pour augmenter la capacité des usines.

A un moment où l'univers compte sur notre capacité de production de denrées alimentaires, monsieur l'Orateur, nous restons au second plan à cause d'une pénurie d'engrais. Les Canadiens ne sont pas heureux d'apprendre que nous devons peut-être importer du beurre, que d'ici 1969 il nous faudra peut-être importer du bœuf, que nous ne pourrions peut-être pas expédier tout notre blé et tout notre fromage aux marchés. Ceci représente une grande perte sur le plan national et non seulement pour l'industrie agricole. Pourtant, en raison des présentes restrictions, il sera difficile de se procurer de l'argent pour l'aménagement d'installations portuaires et pour une production accrue d'engrais.

L'acier, monsieur l'Orateur, est le pivot de notre expansion industrielle. Peu de Canadiens savent quelle expansion a prise cette industrie depuis une dizaine d'années. Je ne veux pas vous citer le tableau tout entier, mais je puis vous donner certains chiffres à partir de 1954 en particulier. La production d'acier au Canada est passée de 3 millions de tonnes en 1954 à 10 millions en 1965. On doit qualifier de colossale une telle augmentation.

A mesure qu'augmentait notre production, avec l'aide d'un dollar dévalorisé, nos importations d'acier commencèrent à baisser depuis le haut niveau de 2.9 millions jusqu'à un million de tonnes. De même, avec l'augmentation de notre production, nos exportations commencèrent à monter, soit de 73,000 tonnes à 1.5 million. Si l'on s'arrête sur cette hausse de 73,000 à 1.5 million entre 1954 et 1964, on peut se rendre compte de l'effort formidable qu'a fourni l'industrie pour soutenir la concurrence.

Considérez ce qui est arrivé dans les deux ou trois dernières années. Notre production augmente toujours, et les aciéries accroissent leur capacité, mais nos importations ont aussi commencé à augmenter de nouveau. Elles avaient atteint le sommet de 2.9 millions de tonnes pour baisser au bas niveau d'un million de tonnes. Au cours des trois dernières années, elles sont passées d'un à trois millions de tonnes. Également, nos exportations qui enregistraient une hausse, se sont arrêtées en 1965, et ont fléchi de 1.5 million environ à un million de tonnes.

Je suis un peu au courant des problèmes de l'industrie. Tout ce que je puis dire, c'est que ces chiffres me portent à croire à l'existence de pressions de nature inflationniste.

L'effet de contrainte suscitée par le nouveau budget n'encouragera pas l'industrie à prendre de l'expansion, ce qui entraînera une augmentation des prix, parce qu'on sait très bien que tout le régime des prix repose sur la production des aciéries.

L'industrie de la construction est un cas particulier et je n'aurai pas le temps d'en traiter à moins que je ne me dépêche. Ce qui s'est produit, monsieur l'Orateur, me révèle que le ministre a commis la même erreur que certains de ses prédécesseurs, c'est-à-dire qu'il a resserré le crédit, et imposé des restrictions à toutes les industries dans toutes les régions, que ce soit nécessaire ou non. C'est le genre de programme «purge» qui a fait tomber le gouvernement en 1957 et qui le fera peut-être tomber maintenant.

En terminant, j'aimerais signaler quelques nouvelles politiques qui pourraient être utiles. D'abord, pourquoi le gouvernement n'impose-t-il pas les mesures restrictives du budget selon un choix, industrie par industrie, et région par région? Par exemple, si l'on recon-